



Déclaration de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT de la Fédération nationale des industries chimiques CGT

4 mars 2010

Journée de débats et de mobilisations pour le développement de l'industrie et de l'emploi

Emplois, salaires, reconnaissance des qualifications, conditions de travail et pénibilité, retraites : autant de questions qui méritent des réponses rapides pour de nombreux salariés en lutte.

La CGT porte depuis plusieurs années l'exigence d'une véritable politique industrielle dans notre pays et plus globalement en Europe. L'année 2009 a été marquée par une série d'annonces de restructurations et de suppressions d'emplois dans l'industrie sous prétexte de crise économique mondiale. Ces attaques contre le potentiel industriel actuel dans toute sa diversité et le savoir faire de milliers de salariés, ont des conséquences graves sur l'ensemble des activités économiques et sur notre protection sociale. Cette casse industrielle est le résultat de politiques d'entreprises et de choix gouvernementaux d'abord tournés vers la finance et les dividendes versés aux actionnaires.

Paradoxalement, cette année a été également marquée par un retour au centre des débats des questions industrielles avec la tenue des états généraux de l'industrie. La CGT a largement contribué à ce que ce débat se tienne en organisant notamment une manifestation nationale à PARIS, le 22 octobre dernier avec une participation de 30 000 personnes.

Le patronat et les représentants de l'état ont tout fait pour orienter les discussions dans l'intérêt des détenteurs de capitaux et des financiers. Ils ont demandé encore plus d'aide de l'état et des collectivités territoriales (comme l'abandon de la taxe professionnelle), encore plus de flexibilité pour les salariés, encore plus de rentabilité pour les actionnaires sans contrepartie ou contrôle réel.

La reconquête de l'industrie ne peut se faire sur la base des logiques de rentabilité et des visions courts termes qui ont abouti à la crise économique et sociale, dont les conséquences sont dramatiques pour le monde du travail et les retraités.

Pour rappel, la CGT a notamment proposé :

- 1 – développer les emplois et reconnaître les qualifications, avec de meilleurs salaires.
- 2 – d'accroître les efforts de recherche et d'innovation
- 3 – de développer une politique industrielle qui prend en compte les enjeux environnementaux avec la création d'un pôle public énergétique, pour le développement de l'industrie moins carbonée.
- 4 – d'assurer le financement des investissements industriels et d'emplois, en mettant sous contrôle des CE l'utilisation des richesses créées par les salariés, et par la création d'un pôle public financier chargé notamment de réguler l'utilisation des fonds publics pour les entreprises et les PME
- 5 – d'articuler modernisation de l'industrie et démocratie sociale et territoriale avec la création de comités interentreprises

Le gouvernement ne peut refermer « le dossier » des Etats généraux de l'Industrie comme il l'aurait souhaité après un discours du président de la république, initialement prévu début février. Le ministre annonce déjà que les états généraux se prolongeront durant l'année 2010 sous des formes diverses. Dans certaines régions, des propositions CGT ont été retenues comme la création de comité interentreprises par filière.

Il faut donc amplifier la pression pour que le débat se prolonge dans les groupes industriels et les entreprises.

Qui mieux que les salariés eux-mêmes peuvent évoquer leur travail, leur entreprise pour en améliorer l'efficacité économique et sociale ?

Cette année 2010 démarre avec de nombreuses luttes sur la question des salaires et de l'emploi dans des entreprises comme TOTAL, PSA, SANOFI-AVENTIS, THALES, ARKEMA, ARCELOR/MITAL, FAMAR, les chantiers navals STX etc.

**Déclaration
de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT
de la Fédération nationale des industries chimiques CGT**

Ces luttes permettent d'arracher des succès importants comme l'arrêt de plans de suppressions d'emplois à l'exemple de MECACENTRE dans la LOIRE, de GOODYEAR à AMIENS. Ces mobilisations rassemblent de nombreux salariés très souvent dans l'unité des organisations syndicales.

Elles permettent aussi d'arracher des succès en matière d'évolution du pouvoir d'achat et de prise en compte du déroulement de carrière.

Elles doivent s'amplifier pour peser dans les négociations annuelles obligatoires dans les entreprises et les territoires.

Enfin dans des groupes industriels s'engagent une réflexion pour examiner quelles réponses apportées à la pénibilité et au stress, à la détérioration des conditions de travail. Les discussions autour de l'emploi des seniors n'ont apporté aucune réponse sérieuse dans ce domaine.

Le débat national qui s'engage sur l'avenir des retraites doit être l'occasion d'intégrer toutes ces questions revendicatives pour un maintien de notre système par répartition, basé sur la solidarité sociale, une augmentation du niveau des pensions dans le cadre de l'âge légal de 60 ans au plus.

Le 4 mars, ensemble, poursuivons et amplifions la dynamique de mobilisations et de succès que nous connaissons avec des débrayages, des rassemblements dans toutes les entreprises, chaque territoire, chaque région.

**En Gironde une initiative d'actions est organisée
avec les fédérations de la Métallurgie, Chimie, Verre
Céramique et Travailleurs de l'Etat
devant l'entreprise SANOFI d'AMBARES à partir 14h
autour d'une conférence de presse et d'un rassemblement
de délégations d'entreprises du secteur industriel**